

Candide, rescapé de Guantanamo

La communauté bahaïe est à nouveau sous le feu des projecteurs accusateurs en Egypte. Le bahaïsme, pour les non-initiés, est une doctrine religieuse dérivée de l'islam et née en Iran au XIX^e siècle. Le bahaïsme, durement réprimé depuis son apparition, se donne pour mission d'unifier tous les peuples de la terre autour d'une même foi. Ce qui ne la différencie pas fondamentalement des autres religions monothéistes. Les bahaïs égyptiens, dont le nombre est évalué à quelques milliers, vivaient dans une semi-clandestinité en Egypte. Plus précisément depuis que le président Nasser a pris l'initiative d'interdire leur culte en 1960. Seulement, l'année dernière, les autorités ont autorisé les membres de cette communauté à faire figurer leur religion sur leur carte d'identité⁽¹⁾. Ce que les bahaïs ont interprété comme une reconnaissance quasi officielle et une levée de l'interdiction prononcée contre eux.

Ils sont donc sortis au grand jour pour pratiquer leur culte et revendiquer le droit d'être aussi visibles que les deux autres religions de l'Egypte. Ils ont ainsi célébré publiquement le 21 mars dernier, dans un village du Sud, une de leurs fêtes religieuses. Mal leur en a pris puisqu'ils ont attiré sur eux les foudres de la haine et de l'intolérance. Depuis quelques semaines, ils ont subi des agressions physiques et des atteintes à leurs biens, conjuguées à une campagne de presse hostile. A l'exception de quelques rares personnalités de l'opposition, peu de voix se sont élevées pour s'insurger contre ces harcèlements. Comme dans tous les pays arabes, les intellectuels égyptiens hésitent à s'engager dans la

défense de causes à connotation religieuse. Si la minorité copte possède, en effet, des plumes qui montent au créneau, les bahaïs sont totalement démunis. Et puis, qui aurait la témérité de proclamer son appartenance au bahaïsme dans un pays où l'exclusion et l'anathème sont toujours hors du fourreau⁽²⁾. C'est ainsi que les bahaïs ont courbé le dos sous la tempête, en priant pour qu'elle soit de courte durée.

La réponse leur est parvenue ce samedi avec la publication par tous les journaux égyptiens d'une nouvelle fatwa d'Al-Azhar enfonçant davantage les bahaïs dans la détresse. L'institution religieuse la plus prestigieuse, et la plus décriée, vient encore de rogner son capital sympathie en encourageant l'intolérance et en incitant ses ouailles à la violence. A quelques jours du discours historique que le président Obama doit prononcer au Caire, Al-Azhar se distingue. Le bahaïsme, dit la fatwa, est «un mouvement sioniste au service d'intérêts et d'objectifs sionistes dans le monde. Il n'a absolument rien à voir avec les religions révélées et ses adeptes sont des égarés». Ce mouvement, lit-on encore, «œuvre à répandre la dépravation, la corruption et la destruction dans diverses régions du monde, en particulier dans les sociétés arabes et islamiques». C'est à croire que les maux visés par «l'immaculée» institution n'ont jamais existé chez nous et que nous attendions tranquillement que les bahaïs viennent nous les enseigner !

Cette façon de mettre de l'huile sur le feu illustre encore le caractère néfaste des fatwas religieuses mal inspirées et inopportunes. Or, ces édits néfastes à l'homme, comme le

souligne l'écrivaine tunisienne Amal Grami, sont les plus répandus actuellement. Et ils sont autrement plus dangereux que les maux dont les bahaïs sont supposés être les propagateurs.

Dans la contribution très intéressante qu'elle publie sur le site du magazine *Middle East Transparency*, Amal Grami répertorie ainsi des dizaines de fatwas aussi nuisibles à l'homme que certains virus rares. Elle nous remet en mémoire quelques-unes des fatwas les plus connues mais en cite d'autres que je découvre pour la première fois. Ainsi en est-il du prédicateur saoudien, Ghazi Chamari, qui propose «les clés du bonheur» aux couples musulmans, en s'inspirant de la «Maison du Prophète». Selon une de ces fatwas inspirées, le comble du bonheur pour une épouse serait de lécher la bave coulant du mari de son seigneur et maître. C'est un devoir conjugal, dit-il, et c'est une recommandation prophétique.

Un autre cheikh saoudien s'est distingué par sa fatwa «légalisant» le pillage des biens de laïcs et les atteintes à leur honneur et à l'honneur de leurs proches. Tout à fait clair, comme est d'une clarté aveuglante, la fatwa de la «cheikha» égyptienne Souad Salah. Celle-ci propose, en effet, d'éliminer les déviations sexuelles par la chimiothérapie. Ainsi, on résoudrait durablement les problèmes que posent aux sociétés arabes et musulmanes les homosexuels. Amal Grami cite encore la fatwa proclamant que quiconque diffuserait le feuilleton turc Nour serait un «ennemi de Dieu et de son Prophète». Ce genre de série servant à la diffusion des idées laïques. C'est là, sans doute, un début de réponse à

notre confrère qui se demandait pourquoi l'ENTV ne diffusait plus les séries turques.

L'écrivaine tunisienne note, enfin, que les fatwas néfastes surpassent de loin les fatwas utiles, en raison de leur nombre et de la publicité qui leur est faite par les médias. Ces fatwas dangereuses bénéficient d'une très large audience sur les chaînes satellitaires et touchent un public de plus en plus large. Evoquant, notamment, les fatwas de mort, Amal Grami les assimile à celles des époques révolues où elles étaient immédiatement exécutoires. Elle raconte ainsi le cas de Djaad Ibnou Dirham contre lequel une fatwa légalisant son meurtre avait été lancée. Le jour de la prière de l'Aïd-Adha, le gouverneur de Kouffa le convie à la prière traditionnelle. Après le sermon d'usage, le gouverneur descend de la chaire, se dirige vers le malheureux et lui tranche la gorge d'une oreille à l'autre en disant : «Aujourd'hui, j'ai trouvé mon agneau à sacrifier !» Ces fatwas, instrumentalisées essentiellement par les tenants de l'islam politique, portent atteinte non seulement aux personnes mais à l'islam. Ainsi beaucoup de musulmans qui ont abjuré assimilent cette religion à une épée brandie au-dessus de leur tête. A l'étranger, ces fatwas sont utilisées dans la guerre de propagande pour déformer l'image de l'islam et des musulmans», conclut Amal Grami.

Autre image qui passe difficilement, celle de cet Algérien libéré de Guantanamo pour cause d'innocence. Lakhdar Boumediène était, à peu près, présent sur tous les lieux, et au moment, où ça brûlait. Pakistan, Afghanistan, Yémen, Bosnie d'où il a été



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

extradé après avoir été déchu de sa nationalité. Il proclame quand même son innocence et affirme qu'il n'a jamais été islamiste. Tout de même, ce hasard et ces coïncidences... Difficile de croire que Lakhdar Boumediène, Candide libéré de Guantanamo⁽³⁾, se soit échappé du roman de Voltaire.

A. H.

(1) Voilà encore une des tares du système institutionnel de l'Egypte qui établit une distinction entre ses citoyens sur la base de l'appartenance religieuse.

(2) Pour éviter les conclusions hâtives, je précise que je ne suis ni bahaï ni sympathisant de cette doctrine, étant hostile par inclination à me joindre aux foules massées sous la même bannière.

(3) C'est encore plus gênant de voir des confrères en remettre une couche avec des reportages larmoyants sur les malheurs subis par les proches de Lakhdar Boumediène, et ce, au moment où on commémorait le sixième anniversaire de l'assassinat de Tahar Djaout par le futur syndicat des repentis.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



La vigilance à mi-temps !

Qu'attendent les nombreux supporters de l'équipe nationale qui iront voir jouer les Verts contre l'Egypte au stade Tchaker de Blida ?

De l'eau à prix raisonnable !

Belle vigilance de la part de la Fondation du 8 Mai 1945 ! Je leur tire chapeau ! A peine Ziari, le président de l'APN, avait-il lâché quelques mots en conférence de presse, à Paris, que la Fondation lui est tombée dessus à bras raccourcis. Je note même un passage dans lequel le numéro 3 du régime est carrément accusé de favoriser et de faciliter la reconquête de l'Algérie par la France. Ya bougualb ! Rien que ça ! Tout de même ! Cette célérité de la Fondation, au-delà de la performance sportive — en termes de chrono et de vitesse — me laisse légèrement perplexe. Je m'explique : pourquoi diantre la Fondation, tellement chatouilleuse sur les questions d'histoire, de préservation du message révolutionnaire transmis par nos martyrs, de respect des idéaux sur lesquels a été fondé l'Etat algérien indépendant, ne pipe mot lorsque tout cela est foulé aux pieds quotidiennement, ici même, par ceux censés perpétuer cet héritage ? La Révolution devait libérer le pays de l'asservissement. Au jour d'aujourd'hui, l'asservissement existe encore. Il était le fait des colons avant 1962. Il est algéro-algérien aujourd'hui, et ça ne semble pas gêner considérablement l'honorable Fondation. Les martyrs se sont sacrifiés, sont morts pour que le peuple recouvre sa dignité. Et au jour d'aujourd'hui, des millions d'Algériennes et d'Algériens vivent en

indignité, sous le régime des deux collègues : ceux qui s'enrichissent tous les jours un peu plus, et ceux qui s'appauvrissent chaque heure un peu plus. Je n'ai pas lu sur le sujet une quelconque ligne de protestation et de dénonciation écrite par l'auguste Fondation. Les martyrs sont tombés au champ d'honneur pour que chaque parcelle d'Algérie revienne à son seul et unique propriétaire, le peuple algérien. Pourtant, au jour d'aujourd'hui, je ne compte plus ces territoires devenus zones interdites à la majorité d'entre nous, et zones de jouissance et de réjouissances pour cette minorité qui s'y est réfugiée, y a élu domicile, s'y est claquemurée en ayant pris soin de poster à ses entrées fermées et filtrantes des bataillons de gendarmes et de gardes censés marquer la frontière que nous ne devons pas franchir, nous les pouilleux, les nouveaux «Yaouled» de cette Algérie pourtant indépendante. J'ai beau chercher les traces d'une offuscation de la pourtant très vigilante Fondation sur cette question-là, précisément, celle des nouvelles zones interdites, rien ! Alors ? A quoi est dû ce «défaut» de vigilance ? Pourquoi sauter si promptement à la gorge de Ziari et traîner la plume et la patte lorsqu'il s'agit de profanations et de blasphèmes plus graves que celui dont se serait rendu coupable le président de l'Assemblée ? Plus graves, car quotidiens, répétitifs, au point de s'ériger en mode de gouvernance. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com